

éditoriaux & opinions

Les défis de l'Europe après la crise financière

Le renouvellement de la Commission, dans laquelle le Français Michel Barnier prend en charge la régulation des marchés, est l'occasion de dresser un bilan de la performance de l'Union européenne à travers la crise financière. De lourds défis sont à venir pour achever de nettoyer le système bancaire, réformer la régulation financière et redresser les finances publiques.



CHRONIQUE
NICOLAS VÉRON

Économiste au sein de Bruegel, centre de réflexion sur les politiques économiques en Europe

La crise financière a constitué un test sans précédent du fonctionnement de l'Union européenne et a révélé des défaillances majeures. La politique de dérégulation menée notamment par le prédécesseur de Michel Barnier, nouveau commissaire au Marché intérieur et aux Services financiers, l'Irlandais Charlie McCreevy, a été profondément invalidée dès les premiers soubresauts de l'été 2007. La panique qui a suivi la chute de Lehman Brothers en septembre 2008 a été initialement affrontée par les différents États membres sans aucune coordination, soulevant des doutes sur la pertinence du cadre communautaire en temps de crise. Les appels de la Commission à une coordination des plans de relance sont aussi largement restés lettre morte. Les mesures de sauvetage prises par les États, vis-à-vis des banques mais aussi d'autres secteurs comme l'automobile, ont souvent consisté à défendre les « champions nationaux » et à les encourager à se replier

sur leur pays d'origine, en contradiction des principes de base du marché intérieur, par exemple dans le cas de la tentative allemande d'obtenir un traitement de faveur pour les usines et les emplois situés sur son territoire lors de la vente par General Motors de sa filiale européenne Opel. Les institutions communautaires ont paru inexistantes à des moments clés, comme la réunion de l'Élysée le 12 octobre 2008 au moment où la panique atteignait sa phase la plus aiguë, voire obsédées par des enjeux secondaires, comme la croisade du Parlement européen contre les hedge funds et les fonds de private equity qui n'ont guère joué de rôle dans la crise. Enfin, la situation budgétaire difficile d'États membres comme la Grèce menace la pérennité même de l'euro, et fait apparaître l'Union comme un dispositif fragile, incapable de répondre aux crises, faute notamment de capacité financière au niveau fédéral. Toutefois, en même temps que ces problèmes spectaculaires, l'UE a connu des succès inédits, souvent moins visibles mais tout aussi importants. La Banque

centrale européenne a su gérer la crise avec adresse et a acquis une crédibilité qui lui manquait. La réunion de l'Élysée en octobre 2008, même sans rôle de la Commission, a eu un impact positif sur les marchés, qui a largement dépassé les frontières de l'Union. Les Européens ont ensuite joué un rôle dans le succès des sommets du G20, et ont évité une contagion macroéconomique en Europe centrale et orientale qui semblait presque inévitable à beaucoup d'observateurs il y a un an. La politique de la concurrence a été défendue avec succès par la Commission et a protégé l'intégrité du marché unique en dépit d'aides d'État d'une ampleur sans précédent.

À la suite du rapport Larosière de février 2009, l'UE est en train de créer pour la première fois de véritables superviseurs financiers supranationaux, nécessaires pour permettre la poursuite de l'intégration transfrontalière. Et la zone euro a pour l'instant défié les prophéties de malheur qui la vouaient à l'éclatement. La relative discrétion de ces succès européens peut se comprendre, car les politiques nationales, en France comme ailleurs, utilisent volontiers « Bruxelles » comme bouc émissaire. Mais ils savent aussi que l'UE est un jeu à somme positive. Les observateurs non-européens sous-estiment souvent la robustesse de l'engagement politique collectif qui sous-tend la construction européenne et l'euro.

Ceci étant dit, les défis les plus lourds restent à venir. La crise est loin d'être finie. L'UE doit nettoyer son système bancaire, faute de quoi elle est condamnée à une croissance atrophée ; rétablir la soutenabilité budgétaire dans la zone euro ; adapter sa représentation internationale, pour rester pertinente dans les discussions mondiales face à la montée en puissance des grands pays émergents ; et repenser la régulation de son système financier. Sur aucun de ces chantiers monumentaux, le succès n'est garanti, mais il n'est pas non plus impossible. Les décisions qui seront prises à leur sujet dans les mois et les années à venir par les dirigeants des institutions communautaires, mais aussi par ceux des États membres et par les citoyens dont dépend leur mandat, seront déterminantes pour la pérennité du projet européen.

ÉDITOS

Mr Obama, G2 mots à vous dire



PAR FRANÇOIS LENGLET

Insensiblement, le visage de la Chine est en train de prendre les contours grimaçants d'une puissance inamicale, sinon hostile. La voici condamnant « fermement » la rencontre entre Obama et le dalaï-lama. Il y a trois jours, elle déclenchait des représailles contre les ventes d'armes américaines aux renégats de Taïwan. Après avoir piraté sans vergogne les installations informatiques de Google en Chine, pour mieux contrôler les mauvais sujets dont les pensées divaguent au-delà de la grande muraille politique que le pouvoir a tracée. Tant qu'il était industriel et souriant, le Chinois ne nous gênait guère. Au contraire, son enthousiasme de néophyte pour le capitalisme était comme un hommage du vice à la vertu. Si même les Rouges de Pékin adoptaient notre système, c'était bien le signe qu'ils ne tenteraient jamais rien contre nous ! Cette vision irénique du Gentil Chinois a culminé avec la crise financière et l'illusion d'un « G2 » où Chine et États-Unis seraient associés pour le bien de l'humanité, dans une interdépendance mutuelle et acceptée. On imaginait une sorte de guerre froide à l'envers, la

chaleureuse « amitié entre les peuples » qui ponctue tous les discours de rhétorique post-maoïste. La géopolitique du monde des Schtroumpfs. La réalité qui se fait jour est évidemment tout autre. Pour les Chinois, la crise financière est encore un hommage du vice à la vertu. L'hommage d'un capitalisme vieillissant et vermoulu, le nôtre, pour leur dynamisme, leur résistance, leurs 2.400 milliards de dollars de réserves. La crise restituée à la Chine le statut de puissance mondiale que les Occidentaux lui ont dénié pendant un bref épisode de son histoire – quelques siècles – et dont elle va user pour ses intérêts. De façon singulière, les coups de menton chinois interviennent alors que l'Amérique, affaiblie, abandonne la conquête de l'espace – est-on encore une grande puissance, dès lors qu'on cesse de demander la Lune ? L'Empire céleste est en passe de remplacer la bannière étoilée.

flenglet@latribune.fr

LA TRIBUNE.fr

RETROUVEZ chaque jour la chronique économique d'Erik Izraelewicz en vidéo sur latribune.fr

La fonction publique se réveille

Y a-t-il vraiment, comme le dénonce François Chérèque, le leader de la CFDT, une part de « provocation » dans l'accumulation actuelle des mesures gouvernementales visant la fonction publique ? Réforme des retraites, qui concernera « le privé et le public » ; poursuite du non-remplacement d'un départ de fonctionnaire sur deux ; décret sur la mobilité qui va permettre de « licencier » des agents qui refuseraient trois propositions de poste : ce tir groupé n'a pas manqué de réveiller les syndicats, d'autant plus prompts à se refaire une santé sur ce terrain propice qu'ils ne parviennent plus à mobiliser dans le privé. François Fillon a eu beau tenter de calmer le jeu, un bras de fer du gouvernement avec les fonctionnaires semble inévitable cette année : déstabilisés par la revue générale des politiques publiques, qui engendre une pression énorme à la productivité, ils sont la cible désignée des « efforts considérables » que laisse présager le plan de réduction des déficits trans-



PAR PHILIPPE MABILILLE

mis hier à Bruxelles. Pour les ramener en trois ans de 8 % à 3 %, la croissance ne suffira pas. Une période de glaciation budgétaire s'annonce. Mais le véritable rendez-vous qui va permettre de la fonction publique se produira autour de la réforme des retraites. Avec un passif social estimé à 1.150 milliards d'euros, l'État a accumulé une dette considérable à l'égard de ses fonctionnaires et ne peut qu'être tenté d'alléger ce fardeau. L'hypothèse d'une révision du mode de calcul des pensions, actuellement fondé sur les six derniers mois de traitement, est sur la table. Un véritable casus belli pour les syndicats, qui se souviennent que, en 1993, Edouard Balladur avait fait baisser les retraites du privé en fixant aux 25 meilleures années la nouvelle base de calcul des retraites.

pmabilille@latribune.fr

La Banque centrale européenne a su gérer la crise avec adresse et a acquis la crédibilité qui lui manquait.



LA TRIBUNE

Édité par : La Tribune SAS
26 rue d'Oradour-sur-Glane
CS 91522
75 525 Paris Cedex 15
Standard : 01 44 82 16 16
Président, directeur de la publication : **Alain Weill**
Directrice générale : **Valérie Decamp**

Directeur des rédactions : (latribune.fr), **Philippe Mabilille** (éditorialiste).
Directeurs adjoints : **Sophie Gherardi**, **Pierre-Angel Gay**.
Rédaction en chef : **Odile Esposito** (Industrie et Services), **Jean-Baptiste Jacquin** (Technologies et Médias), **François Lenglet** (Economie, Politique, International), **Muriel Motte** (Marchés et Finance), **Olivier Provost**

Directeur de la diffusion : **Pascal Poli**.
Impression : Paris Offset
Print - 30 rue Raspail 93230 La Courneuve ; Midi Print, Gallargues ; Ouest Print, Bournezeau ; Nancy Print.
Service Abonnement : Numéro vert : 0800 13 23 33 (appel gratuit). Fax abonnements : 01 55 56 70 50.
Abonnez-vous sur **LATribune.fr**.

USA - USPS # 017353
Periodical paid at Champlain NY, and additional mailing offices. For details call IMS at 1(800) 428 3005.
Distribué par les NMPP.
Commission paritaire : 0909C85607
ISSN 0989-1922 - Contacter le service diffusion au 01 44 82 17 80.

LA TRIBUNE est une publication La Tribune Holding
Principal associé : **News Participations**
Président : **Alain Weill**
Directeurs généraux : **Marc Laurens**, **Valérie Decamp**

IMPRIMÉ EN FRANCE
PRINTED IN FRANCE
Reproduction intégrale ou partielle interdite sans l'autorisation de l'éditeur. Art. 123-4 du Code de la propriété intellectuelle
OJD
PRESSE
PAYANTE
2009